

couragement. Et je n'hésite pas à dire que si notre projet n'est pas exécuté par l'entremise d'un établissement commercial et selon des principes d'affaires, il est inévitablement voué à l'échec. Au Manitoba, nous avons déjà fait l'expérience de prêter des fonds aux cultivateurs pour achat de bestiaux et d'instruments aratoires, et pour autres améliorations agricoles. Les sénateurs du Manitoba ici présents confirmeront mes dires. Nous avions l'Aide aux producteurs laitiers, et le gouvernement provincial a prêté de l'argent aux cultivateurs pour leur permettre d'acheter des vaches, et pour les aider à se livrer à la culture mixte, s'il vous plaît. Ce système fut mis à l'essai, et j'ignore si les cultivateurs en ont retiré un profit réel, mais je sais que le gouvernement a perdu tous les fonds qu'il avait avancés pour l'achat de vaches. Nous avons également eu un système de crédits agricoles, qui paraissait excellent et devait produire de bons résultats. Le gouvernement provincial a fourni les fonds, qui devaient être prêtés par une Commission locale dans laquelle le gouvernement avait un représentant. Nulle avance ne devait être consentie, à moins que l'actif du cultivateur en excédent de son passif ne fût suffisant pour garantir le montant du prêt. En apparence, le soin le plus minutieux fut exercé, et le gouvernement avança une somme d'argent très élevée. Il n'en perdit pas moins beaucoup d'argent qu'il ne recouvrera jamais. Puis, nous avons eu l'Association des prêts agricoles, par laquelle le gouvernement local prêtait aux cultivateurs moyennant hypothèques sur leurs fermes. Et je ne saurais préciser l'étendue de la vaste superficie qui est devenue la possession du gouvernement du Manitoba, par suite des forclusions d'hypothèques.

Tel est l'historique des trois systèmes ayant pour but d'améliorer les conditions. A mon avis, ce n'est pas tant aux systèmes qu'il faut attribuer cet échec, qu'au fait qu'on n'a pas exercé la vigilance voulue pour prêter ces fonds aux seules personnes qui en étaient réellement dignes. Ceux qui sont au courant des affaires publiques savent parfaitement qu'il est plus difficile pour un gouvernement de recouvrer les fonds prêtés que pour tout autre. Les chances de réussite de ce système sont conditionnées aux principes d'affaires sur lesquels il peut reposer. Il faut, de plus, avant de consentir les prêts, s'assurer que les bestiaux procurés sont de bonne qualité, et que les emprunteurs sont en état de réussir dans la culture mixte. Les partisans de culture mixte, plus particulièrement les citadins,—et je parle en toute bienveillance,—ne comprennent peut-être pas que la culture du blé est beaucoup plus facile que l'élevage. Les brochures d'immigration que j'avais l'ha-

L'hon. M. FORKE.

bitude de faire publier relataient comment un émigré d'Angleterre, sans aucune expérience, avait produit une riche récolte de blé. La chose est parfaitement possible; mais il est plus difficile de réussir dans l'élevage des bestiaux. Avec un sol fertile, un climat favorable et de bonnes semences, la pluie, le soleil et la douce brise de l'été sont les grands ouvriers de la récolte. Il n'en est pas ainsi pour l'élevage, car chaque tête de bétail exige des soins constants, du jour de la naissance de l'animal jusqu'au jour où il est vendu avec profit. Par conséquent, la culture mixte nécessite plus de soins que la culture du blé.

L'hon. M. DANDURAND: Et le travail est plus long.

L'honorable M. FORKE: Le travail est plus long. Pourquoi l'industrie laitière répugne-t-elle aux cultivateurs? Je ne connais personne qui exerce cette industrie par goût, car le cultivateur doit régulièrement s'occuper de ses vaches quatorze fois par semaine. Le soin des animaux et la direction générale de l'industrie laitière nécessitent un labeur énorme. Mais il m'est agréable de dire qu'aujourd'hui vous pouvez voir dans le Manitoba des bidons de lait à toutes les stations de chemins de fer. Dans d'autres régions du Canada, beaucoup de gens ne semblent pas savoir que la culture mixte s'exerce sur une grande échelle dans cette province, et ils ignorent que le revenu que cette province retire des autres produits agricoles est égal à celui du grain. Sous ce rapport, le Manitoba est en meilleure posture que les deux autres provinces des Prairies. A l'heure actuelle, le grand problème consiste à trouver des débouchés. L'élevage peut être pratiqué, mais comment écouler les produits?

Le présent Gouvernement a été porté au pouvoir sur la promesse qu'il créerait des marchés pour les cultivateurs de l'Ouest. Je sais que cette promesse a été faite par maints orateurs dans l'Ouest du Canada, mais l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Robertson) nous a dit que le Gouvernement n'avait pas encore eu le temps de réaliser toutes ses promesses. Ce n'est pas l'amertume qui m'anime, mais je tiens à bien préciser que le Gouvernement n'a absolument rien accompli qui puisse, en quelque façon que ce soit, aider les cultivateurs de l'Ouest. Au contraire, je puis assurer mes collègues qu'un très grand nombre de cultivateurs considèrent plus ou moins comme une gifle certains actes de la nouvelle administration. Et croyez bien que ce n'est pas la politique qui me dicte ces paroles, mais uniquement le bien-être des cultivateurs de l'Ouest.